



LE DÉPARTEMENT

PLAN DEPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT ET L'HEBERGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES DE LA DROME

FONDS UNIQUE LOGEMENT ET HABITAT

Années 2020-2022

Convention relative à l'animation et au suivi
de la charte de prévention des expulsions locatives de la Drôme
(enquêtes et pré-contentieux, CCAPEX)

Entre :

Le **DEPARTEMENT DE LA DROME**, représenté par Madame la Présidente du Conseil départemental, agissant au nom du Département en exécution de l'arrêté régi par l'ordonnance 2020-391 du 1er avril 2020 ci-après dénommée « le Département »

d'une part,

Et :

L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT (ADIL) 44 Rue Faventines - BP 1022 - 26010 VALENCE CEDEX représentée par son Président, dûment habilité par son Conseil d'administration, ci-après dénommée « l'Association »

d'autre part,

PREAMBULE :

L'Association départementale d'information sur le logement a pour objet, notamment, d'informer de façon neutre, personnalisée et gratuite, le public et tous les acteurs locaux sur toute question touchant au logement et à l'habitat, à la maîtrise de l'énergie. Elle assure des actions de conseil et d'expertise juridique ou économique.

« Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité, dans les conditions fixées par la présente loi, pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et des services téléphoniques » Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du Droit au Logement.

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (2019-2024) prévoit des actions visant particulièrement, les personnes dépourvues de logement, les personnes menacées d'expulsion, les personnes hébergées ou logées temporairement en structure, les personnes en situation d'habitat indigne ou d'habitat précaire, ou occupant des locaux impropres à l'habitation, les personnes en situation de surpeuplement manifeste dans leur logement, les personnes confrontées à un cumul de difficultés (financières et sociales).

Il est convenu ce qui suit

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements et obligations des parties concernant les actions menées en référence au Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

L'évaluation de la charte de prévention des expulsions signée dans la Drôme doit permettre aux partenaires de la charte, réunis dans le cadre du Comité de pilotage, de mieux appréhender les effets des dispositions prises et d'envisager, si nécessaire, des adaptations à proposer aux instances de décision.

La vocation essentielle du dispositif est :

- d'une part, d'assurer une meilleure information des juges sur la situation des locataires en réalisant des enquêtes avant assignation,
- et d'autre part, de faciliter la recherche de solutions à l'impayé de loyer avec plan de rattrapage et si possible aide du Fonds Unique Logement et Habitat - FULH (voire d'autres dispositifs d'aides).

Article 2 : Obligations de l'Association

Du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2022, l'Association s'engage à

- REALISER **360 enquêtes**, si nécessaire à domicile, et des saisines du FULH en cas de besoin, auprès des ménages non accompagnés dans le cadre d'un ASLL/MASP ou relevant du service social départemental (présence d'enfant(s) mineur(s), vulnérabilité détectée), en lien avec la Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions (CCAPEX),
- METTRE au point un **document d'analyse** de synthèse avec données quantitatives à l'échelle départementale et par Territoire Local de l'Hébergement et de l'Habitat sur le thème de l'impayé locatif et des expulsions s'attachant à l'évaluation des pratiques et à l'approche des effets produits. Ce document sera présenté aux partenaires de la Charte de prévention des expulsions et au Comité Responsable du PDALHPD. Il intégrera un paragraphe particulier pour les dossiers relevant de la Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions (CCAPEX),
- METTRE à jour et diffuser les **supports de communication** en lien avec la Charte de prévention des expulsions,
- ANIMER des **groupes de travail** sur le thème de l'impayé, pré-contentieux et contentieux dans le secteur HLM avec les organismes d'HLM, la Direction des Politiques Territoriales, la CAF, la MSA, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS), etc...
- CONTRIBUER à des **actions d'information des bailleurs privés et des locataires du parc privé**,
- En matière de communication, METTRE à jour le document à destination des usagers relatifs aux rôles de la CAF/MSA, des services pré-contentieux, de la commission de médiation, de la CCAPEX, du FULH et POURSUIVRE, avec le concours des organismes HLM et des bailleurs privés, la campagne « Loyer Payé, Expulsion évitée »,
- ANIMER le volet charte de prévention des expulsions conformément au PDALHPD 2019/2024,
- MENER son action en étroite collaboration avec la Direction des Politiques Territoriales et la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS),
- PRESENTER un compte-rendu de l'action auprès du Comité Responsable du Plan.

Article 3 : Obligation du Département

Le Département s'engage à verser, chaque année sous réserve du budget FULH approuvé et voté, au compte de l'Association les sommes maximales suivantes :

- **7 200 €** correspondant à l'animation et au suivi de la Charte de prévention des expulsions ;
- **29 550 €** correspondant à la réalisation de 360 enquêtes au coût unitaire de 82,08 €.

Soit un total de **36 750 €** pour l'intégralité de l'action.

Le paiement sera assuré par l'UDAF, gestionnaire du Fonds Unique Logement et Habitat, en deux fois :

- 80 % à la signature de la convention
- le solde après production du rapport d'activité visé à l'article 4.

Article 4 : Évaluation

L'Association s'engage à remettre par voie dématérialisée aux adresses mails génériques suivantes :

habitat@ladrome.fr et aux adjoints **logement des Pôles Logement concernés par l'action** :

- logement-bourgdepeage@ladrome.fr
- logement-valence@ladrome.fr
- logement-dromeprovencale@ladrome.fr
- logement-crest@ladrome.fr

- ⇒ **Bilan intermédiaire de l'action** à remettre chaque année et **au plus tard le 15 juillet N**. Il devra comprendre une analyse de l'état d'avancement de l'action. Ce bilan fait l'objet d'une rencontre avec les adjoints logement concernés.
- ⇒ **Documents bilan** à remettre chaque année et **au plus tard le 31 janvier N+1**, présentant :
 - Les modalités de fonctionnement de l'action (moyens humains et matériels mis en œuvre, nombre de courriers ou contacts téléphoniques avec les ménages enquêtés, nombre de rencontres effectives, nombre de dossiers FULH déposés),
 - La typologie des ménages enquêtés (provenance, ressources, origine géographique, composition familiale, problématique),
- ⇒ **Documents bilan** à remettre chaque année et **au plus tard le 30 juin N+1** :
 - Un **résultat analytique des charges et des produits pour chacune de ces actions**,
 - Le **compte de résultat consolidé et le bilan de l'association** certifiés par le commissaire aux comptes (si la législation impose son contrôle).

Article 5 : Confidentialité des données (CNIL)

Les données contenues sur les supports et dispositifs informatiques (Fichiers Word, Excel...) remises par le Département de la Drôme à l'occasion de l'exécution de la présente convention restent la propriété du Département de la Drôme. Ces données contenues sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Conformément aux articles 34 et 36 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et au RGPD (UE 2016/679), l'association s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité et l'intégrité des informations et notamment qu'elles ne soient pas déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées. Elle met en œuvre les droits des personnes concernées.

En fin de convention, l'association s'engage à procéder à la destruction de tous les documents, fichiers manuels ou informatisés contenant les informations saisies.

Le Département de la Drôme se réserve le droit de procéder ou faire procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect du fondement des dispositions précitées, la responsabilité du signataire de la présente convention peut être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

Le Département de la Drôme pourra prononcer la résiliation immédiate de la présente convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect du fondement des dispositions précitées.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. La clôture définitive de la convention interviendra après la réalisation complète des obligations de chacune des parties.

Article 7 : Révision - Résiliation - Litige

Toute modification fera l'objet d'un avenant délibéré dans les mêmes conditions que la présente convention.

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution totale ou partielle de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, un mois après l'envoi par le Département d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse.

La réalisation de la présente convention pourra entraîner sur simple demande du Département, la restitution de tout ou partie des sommes versées.

En cas de litige, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de trouver une solution négociée. En cas d'échec, le litige sera porté devant le Tribunal compétent.

Fait à Valence, le

En deux exemplaires originaux.

Pour le Département,
La Présidente du Conseil départemental,

Pour l'Association,
Le Président,

Marie-Pierre MOUTON.